

# LOI DUSSOPT : une loi pour détruire la Fonction Publique !

Nous sommes tous et toutes des usager-es des services publics et tous les jours nous pouvons bénéficier de leurs interventions et de leurs actions en faveur du plus grand nombre : Hôpital, Ecole, Equipements sportifs, Transports, Energie, Culture... Nombreux sont les secteurs, qui parfois sans que nous le sachions relèvent du secteur public et qui, de fait, nous appartiennent parce que nous les finançons.

Bien sûr les services publics pourraient être plus efficaces, mieux organisés voire mieux gérés. Mais pour cela **il faut une réelle volonté politique, des moyens, des agents plus nombreux et mieux formés.**

## Une loi contraire à l'intérêt général

Le projet de loi dit de "transformation de la Fonction publique" n'est ni plus ni moins qu'un projet de destruction de notre Fonction Publique car il vise à fermer encore des services, des écoles, etc. et à réduire leurs capacités d'action en diminuant le nombre d'agent-es et les budgets pour les faire fonctionner... Il vise aussi à transférer au privé des services publics ce qui nous reviendra plus cher à nous citoyen-nes car il faudra les payer en plus.

La Fonction publique a montré pourtant toute son utilité et son savoir-faire en particulier dans les moments difficiles. A travers cette tentative de destruction des services publics "à la française" c'est notre modèle social qui est attaqué.

## Il faut le défendre et lui permettre d'être encore plus efficace.

Ce sont nos droits sociaux qui sont piétinés et la notion d'intérêt général opposée à celle des intérêts particuliers qui accentuent les inégalités.

Il ne s'agit pas ici de défendre tel ou tel, il s'agit de préserver ce qui nous appartient, que nous finançons et que le gouvernement souhaite brader au secteur privé en faisant croire que ce sera moins cher. Or c'est faux. Nous le savons bien dans notre vie quotidienne. Il s'agit aussi d'assurer le droit de chacun de s'adresser à des agents publics intègres, compétents, responsables, c'est tout le contraire que prépare le gouvernement. Qu'ils travaillent dans la fonction publique hospitalière, pour l'Etat, dans une Mairie ou un conseil départemental ou régional, les agents publics sont au service de la population pour satisfaire les besoins sociaux.



## L'Éducation mobilisée avec toute la Fonction publique !

Toutes les organisations syndicales représentatives de la Fonction publique appellent, ensemble, les agent-e-s à cesser le travail et à manifester partout en France le 9 mai prochain pour refuser le projet de loi Dussopt de "transformation de la fonction publique". Ce texte fait écho par certaines dispositions au projet de loi Blanquer intitulé "pour une école de la confiance", qui est confronté aux fortes mobilisations des personnels de l'Éducation mais aussi à celle des parents d'élèves.

Le 9 mai prochain, les personnels de l'Éducation auront l'occasion de redire leur attachement au service public, leurs revendications de revalorisation des salaires et d'amélioration des conditions de travail, leur refus de la loi Blanquer et des réformes régressives en cours.

Le projet de loi de "transformation de la fonction publique" prévoit notamment un **recours accru au recrutement d'agent-e-s par contrat en lieu et place du recrutement sous statut de fonctionnaire**. Cela remettrait en cause l'égalité d'accès à l'emploi public par concours et battrait en brèche la garantie d'indépendance des agent-e-s au service de l'intérêt général, gage de la qualité des services rendus au public.

Il prévoit également de **priver les instances paritaires de l'essentiel de leurs prérogatives** en matière de gestion des carrières, d'empêcher par exemple les élu-e-s des personnels d'exercer leur rôle de contrôle, favorisant ainsi une gestion opaque et privant les personnels de recours contre l'arbitraire.

Sans compter la **suppression annoncée de 120 000 emplois** dans la Fonction publique et l'**absence totale de revalorisation salariale** pour les quelques 5,5 millions d'agent-e-s dont les personnels de l'Éducation !

**DITES NON À LA LOI  
DE TRANSFORMATION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE !**



# LOI BLANQUER : une loi pour détruire le service public d'éducation !

Le ministère de l'Éducation nationale poursuit sa politique éducative rétrograde. Avec constance, il refuse de prendre en compte l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, les avis de leurs organisations syndicales ou ceux de l'ensemble de la communauté éducative. Et pour cause, le projet de loi qu'il promet aujourd'hui pour l'école tourne le dos à l'ambition de la réussite de tous les élèves, de l'élévation générale du niveau des qualifications et s'inscrit même dans la logique de tri social qui a déjà été instaurée pour l'enseignement supérieur en l'appliquant maintenant au premier et second degrés. L'amélioration de notre système éducatif exige au contraire, une ambition politique forte et également une construction qui soit commune et concertée.

Or, le ministre enchaîne les attaques : Parcoursup, réformes des lycées et du bac, réforme de la voie professionnelle, évaluations imposées, suppressions de postes... Il poursuit avec sa loi "école de la confiance" qui est imposée contre l'unanimité des organisations syndicales. Pour un ministre qui se ne voulait ne pas être celui des réformes... il transforme, à marche forcée, l'ensemble du système éducatif !

## Loi Blanquer : l'école en danger !

Alors qu'il devait s'articuler autour de l'obligation d'instruction ramenée à 3 ans, le projet de loi dit "Pour une école de la confiance" est devenu, au fur et à mesure de ses évolutions, un texte qui bouleverserait le fonctionnement du système éducatif en l'adaptant toujours aux diktats de l'austérité budgétaire.

Nous refusons :

- l'école du tri-social,
- la création des établissements publics des savoirs fondamentaux,
- la reprise en main de la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution,
- la caporalisation des enseignants,
- la fin de l'évaluation indépendante des politiques éducatives,
- les cadeaux financiers pour l'école privée,
- les suppressions de postes dans les EPLE et les services académiques,
- les réorganisations de services qui tournent le dos aux besoins du service public.

Le gouvernement, dans la même logique qui le conduit à mépriser le dialogue social, remet des sujets essentiels à des prises d'ordonnances. Les transformations profondes que le gouvernement entend faire subir à l'école sont donc ainsi soustraites au débat public.

## Pour un budget à la hauteur des besoins du service public d'éducation

Plus d'élèves et moins de postes ! Les décisions budgétaires déjà prises pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions de travail de tous les personnels et d'études des élèves.

**Le projet de loi Blanquer en abaissant l'exigence pour le service public s'accorde donc avec le projet de loi Dussopt dit de "transformation de la Fonction Publique" qui devrait conduire à des milliers de suppressions de postes et à un large recours à la contractualisation.**

La FSU s'oppose au développement de la précarité. L'École a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner et accompagner chaque élève.

La FSU revendique la création de tous les postes nécessaires à l'amélioration du service public d'éducation, au maintien de sa proximité sur l'ensemble du territoire, à la résorption de toutes les inégalités. L'orientation, l'accompagnement, le soutien, la mixité sociale, l'éducation prioritaire, autant de sujets lourds d'enjeux et qui exigent des moyens sans attendre !

## Pour une véritable reconnaissance de nos métiers

Nos salaires restent inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Sans parler du gel de la valeur du point d'indice, du pouvoir d'achat qui se dégrade régulièrement depuis des années, du rétablissement du jour de carence... La FSU exige le dégel et une véritable revalorisation de la valeur du point d'indice, la suppression du jour de carence et la poursuite de la revalorisation de nos carrières.

Le vaste plan de communication du Ministre ne cache pas sa volonté d'autoritarisme et ne répond pas à la réalité de nos quotidiens. Ce projet fragilise encore l'École par des transformations profondes élaborées sans les personnels. C'est sur eux qu'il faut s'appuyer pour favoriser la démocratisation de la réussite scolaire.



**BLANQUER,**  
**L'ÉCOLE DE LA CONFIANCE**  
*défiance*  
*on n'en veut pas !*

